

IL ÉTAIT UNE FOIS UNE MISSION LOCALE de Nouvelle-Aquitaine

Ou
Quand l'union des salariés avec le soutien de la CGT permet de faire changer la peur de camp !

Il était une fois une Mission Locale en Gironde qui n'avait connu que 2 présidences et 2 directions différentes en 40 ans...

Nous allons vous conter l'histoire du dernier directeur qui pratiquait un management nocif, allant jusqu'à l'insulte et l'agression verbales de salariés...



Avant 2019

Depuis plusieurs années les salariés vivent dans un climat de tension.


Les arrêts maladies se multiplient, les arrivées et départs de salariés aussi.



2019, début du changement


Des représentants du personnel CGT sont élus au CSE avec 80% des voix.

Le diagnostic RPS tombe : risques engagés !
Une salariée est agressée verbalement par la direction.



Elle est reconnue en accident du travail.


Les élus CSE exercent leur DROIT d'ALERTE !



Malheureusement, l'Inspection de Travail n'a pas, à ce moment-là, suffisamment de preuves matérielles pour agir.



2020, Période Covid, période d'impunités... mais la CGT veille !

Les signaux de risques psycho-sociaux sont forts



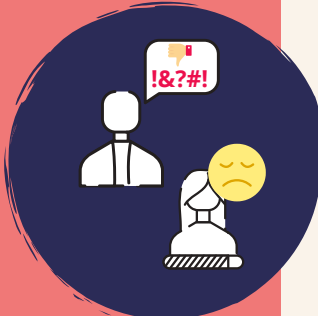
Toujours plus de journées d'arrêt de travail, près de la moitié en accident de travail !

La vigilance des représentants du personnels permet de "limiter la casse" au niveau du turn over... mais la situation reste difficile.



2021, l'insulte de trop !

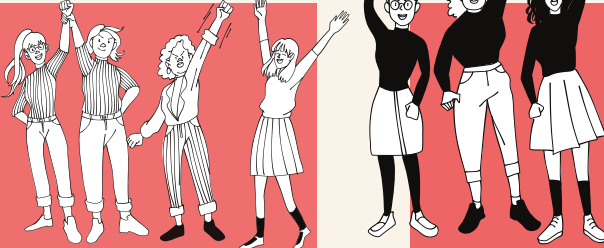
En 2021, Nouvelle attaque de la direction envers une salariée, une responsable de secteur.



Révoltée par le comportement du directeur à son encontre et à celle des salariés et ayant des preuves écrites d'insultes de la direction envers des membres de l'équipe, la responsable de secteur les transmet à la présidence et au CSE.

Action impulsée par la CGT

Les salariés, soutenus par les représentantes du personnel, s'unissent pour lever l'omerta.



20 attestations sont produites et remises à la présidence et au CSE. Elles **relatent des faits nauséabonds** : discrimination en tous genres, grossophobie, sexisme, harcèlement...

Les élus CSE exercent de nouveau leur DROIT d'ALERTE !

DANGER

Cette fois-ci, à la lecture des preuves, l'inspection du travail est outrée et décide de mettre en place un suivi pour réduire les RPS.

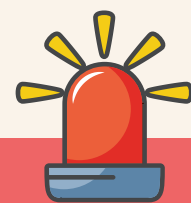
VICTOIRE !!!

Le directeur vient d'être licencié sans préavis et sans indemnité !!!!

Quand la peur change de camp !



Mais vigilance...



Cette situation a engendré de nombreux risques psycho-sociaux... La Mission Locale et ses salariés doivent se reconstruire.

Les élues CSE qui suite aux nouvelles élections du personnel sont aujourd'hui plus nombreuses, maintiennent leur vigilance...

et la CGT garde un oeil sur cette Mission Locale !

